

Compte-rendu INTERNE de la réunion du « G9 », les 9 organisations de retraité·e·s du mardi 2 juillet 2024

La réunion s'est tenue dans les locaux de la FSU, à Bagnolet. CGT, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP et LSR étaient présents. Trois organisations étaient excusées (FO, CFTC, Ensemble & Solidaires).

Échanges sur le contexte :

- **Marylène Cahouet (FSU)** souligne la gravité de la situation qui provoque de l'angoisse chez nombre de personnes. Le vote pour l'extrême-droite couvre maintenant l'ensemble du pays, et plus seulement le Nord et le Sud-Est. Il couvre aussi toutes les tranches d'âge, y compris donc celles auxquelles nous nous adressons prioritairement, les personnes retraitées. Il y a encore une relative différence entre les votes des très grandes villes et le reste du pays, le RN étant moins fort, par exemple, sur Paris, Bordeaux, Toulouse, Grenoble, etc. que sur le reste du pays. Il y a probablement, dans ce vote, une colère, un désespoir, un sentiment d'abandon par les gouvernants, par les « élites », concrétisé notamment par le mépris et par la disparition des services publics. Cette colère se tourne plus à l'égard des plus faibles (les « assistés », les immigrés, etc.) que vers les riches. Nous devons continuer de nous battre et d'essayer de répondre aux besoins des personnes retraitées. Marylène précise que la section fédérale « retraité·e·s » de la FSU n'est pas une structure, n'a pas d'existence statutaire dans la FSU, et n'a donc pas rédigé de communiqué spécifique. La FSU a appelé à voter pour le programme et pour les candidats du NFP. Marylène souligne que, désormais, 20 % du monde enseignant dit voter pour le RN : elle croyait que son milieu professionnel éviterait cette contagion. Elle a centralisé une trentaine de réponses au questionnaire sur la santé envoyée par les équipes dans les départements. Elle rappelle que le COR a maintenant une orientation très hostile aux idées progressistes.
- **Jean-Louis Trouinard (FSU)** complète en montrant que la colère s'est déplacée vers l'étranger, vers l'autre, le migrant. Les syndicats ont un rôle à tenir dans une telle situation. Nous devons maintenir l'indépendance syndicale, même si la donne a changé. Il faut voter contre l'extrême-droite, sans donner de consigne de vote plus précise. Il voit dans cette situation des similitudes historiques avec la situation de l'Allemagne en 1930, même si le RN, ce ne sont pas des nazis. Aujourd'hui, il faut battre le RN, obtenir au moins qu'il n'ait qu'une majorité relative. Si ces élections débouchent sur un « gouvernement républicain », il ne faudra pas faire comme en 1981 et attendre tout du gouvernement élu. Il faudra toujours porter nos revendications, dont celles sur le pouvoir d'achat. Il faudra aussi répondre aux questions d'insécurité, questions trop souvent négligées par la gauche. Il constate qu'avant, dans les réunions de famille ou entre amis, il était assez facile de « parler politique », car l'extrême-droite était minoritaire. Désormais, si nous ne voulons pas nous fâcher avec certains ou certains, nous évitons d'en parler. Si l'idée de « front républicain » est retenue, les électeurs RN vont certainement crier « on nous vole nos élections ». Il faudrait une expression du G9 aujourd'hui.
- **Maurice Lecomte (LSR)** regrette le manque d'expression claire du G9, à la différence de la CGT qui a clairement dit qu'il fallait voter pour le NFP. La situation est très grave, et nous avons « du mouron à se faire ». Ça va être dur, et un appel du G9 serait utile. Il note avec désespoir que le RN est majoritaire à Oradour-sur-Glane.
- **Cathy Cau (CGT)** souligne qu'il nous faut mesurer la gravité de la situation. Pendant des années, nous avons trop banalisé l'extrême-droite.

Aujourd'hui, il nous faut essayer de comprendre pourquoi tant de nos concitoyennes et concitoyens votent pour l'extrême-droite. Nous entendons souvent « on ne les a pas essayés », y compris dans nos rangs, à la CGT. Nous avons maintenant des syndicats qui n'osent plus aborder ces questions, car ils craignent d'avoir l'hostilité de camarades. À la CGT, nous avons été amenés à exclure des militants CGT pour cause d'appartenance au RN. Nous avons l'expression nationale de la CGT à un appel à voter pour le NFP, mais ça n'empêche pas que nous avons des difficultés à en discuter dans certains secteurs et dans certaines régions. Nous constatons nous aussi que le « vote retraité·e·s » est lui aussi marqué par le RN. C'est bien que cinq organisations syndicales aient pu s'exprimer clairement ensemble. C'est bien aussi que les partis de gauche se soient rapprochés, ce que Macron n'avait pas prévu. Nous nous souvenons « Plutôt Hitler que le Front Populaire » et, aujourd'hui, nous entendons des arguties pour éviter le « front républicain » : il s'agit toujours de préférer le racisme au partage des richesses. Le NFP est une source d'espoir. Il faudra essayer de comprendre pourquoi tant de personnes retraitées votent RN. En tout état de cause, quel que soit le gouvernement demain, nous devons continuer de nous battre. Nous devons savoir que nous risquons de nous heurter à de grandes difficultés : à qui allons-nous nous adresser demain ? En ce qui concerne l'idée d'une expression du G9 pour dimanche, il est trop tard.

- **Gérard Gourguechon (UNIRS Solidaires)** indique que les questions d'appel au vote ont été largement débattues au sein de l'Union syndicale Solidaires et à l'UNIRS, notamment lors de notre dernier Conseil d'Administration. De tels votes, aussi massifs, marquent notre échec collectif à contrer le discours de l'extrême-droite. Le mouvement syndical, le mouvement ouvrier, les forces politiques progressistes n'ont pas su entendre certaines angoisses, certaines demandes. Après les mobilisations « Gilets jaunes », après les mobilisations « retraites » du printemps 2023, il n'est pas « normal » que ce soit le RN qui apparaisse comme « le débouché politique » aux luttes. Ceci marque à quel point il y a un désaveu à l'égard des « forces progressistes ». Et les « forces progressistes » y sont pour quelque chose, car, quand elles ont été au gouvernement, elles ont très généralement continué de servir le capitalisme, particulièrement le capitalisme financier actuellement dominant, même si c'était parfois un peu moins brutal que la droite officielle. C'est ce qui « explique » le non-argument qui nous est

asséné « on ne les a pas encore essayés », argument auquel nous pouvons bien dire « on n'a pas essayé non plus la peste, ou le choléra », nous ne sommes pas entendus. À Solidaires comme à l'UNIRS, la position majoritaire a été « *Pas une voix pour l'extrême-droite et ses alliés* ». Le refus d'une expression proposée par des camarades d'un appel précis à un « vote pour le NFP » était basé sur l'aspect fragile de l'accord électoral NFP sur lequel notre organisation syndicale n'a aucun contrôle ni pouvoir. En se souvenant de 1981, nous pensons qu'il ne faut pas se lier les mains pour demain. Si le NFP avait été élu, le mouvement syndical aurait bien été incapable d'intervenir dans les entreprises pour faire pression sur le patronat pour qu'il concède des reculs. Nous aurons à comprendre pourquoi tant de personnes autour de nous votent RN. Quant à l'idée d'une expression du G9 aujourd'hui pour dimanche, il est bien trop tard, il aurait été nécessaire d'en proposer l'idée bien plus tôt. Gérard se demande comment nous allons faire demain si nous avons un gouvernement RN. Quand nous écrirons au ministre, ce sera un ministre RN. Quant à l'orientation nouvelle du COR, ceci fait suite à l'installation d'un nouveau président, Gilbert Cette, bien dans la ligne de Macron. Ceci peut changer après le 7 juillet, éventuellement en pire encore.

- **Jacques Brillet (FGR-FP)** note que s'affrontent aujourd'hui « l'ordre » et la « sécurité ». Le RN a mis en avant « l'ordre », l'ordre dans la rue, à l'école, dans les finances, etc. Nous devons mettre en avant la sécurité, dont la sécurité sociale, mais aussi la sécurité civile, au quotidien. Derrière la sécurité, il y a l'idée d'égalité, tout le monde doit avoir accès à la sécurité. Le 7 juillet, il nous faut sauver l'essentiel. Jacques lit le communiqué de presse du 1^{er} juillet de la FGR-FP intitulé « *L'extrême-droite est aux portes du pouvoir, la République au bord du gouffre* » : « ... Pour la FGR-FP : il faut tout d'abord sauver l'essentiel le 7 juillet, un avenir commun immédiat, démocratique en votant pour toute candidature républicaine. Il faudra redonner, par l'exigence d'une égalité effective, d'un réel partage et d'une vraie redistribution de la richesse créée, la possibilité d'un avenir partagé dans une république sociale et fraternelle ». Dès la rentrée, nous devons aborder les questions sociales, la santé et le PLFSS 2025. Nous aurons à interpeller les partis politiques là-dessus. Nous aurons à leur rappeler où leur mépris, leur arrogance ont conduit le pays. Nous devons interpeller les nouveaux députés élus dans les départements pour les mettre face à leurs responsabilités.

- **Maud Giloux (CFE-CGC)** commence par rappeler que la CFE-CGC n'a pas signé le texte sur les élections du « G8 » car son organisation syndicale se refuse toujours à prendre parti lors d'élections politiques. Personnellement, elle est également très inquiète de l'élargissement des idées d'extrême-droite : à titre d'exemple, désormais, en famille, elle évite, elle aussi, de « parler politique ». Nous savons que demain, quel que soit le gouvernement, nous aurons à nous battre, notamment sur les questions de santé et d'accès aux soins.
- **Jean-Pierre Lalbat (CGT)** ajoute que les partis politiques ont tous aseptisé leur vocabulaire, particulièrement l'extrême-droite. Depuis des années, les organisations syndicales accumulent des échecs. Il y a une colère diffuse. Il ne faut pas envisager une grève à court terme, le mouvement syndical afficherait sa faiblesse. Il se félicite que la CGT ait fait un appel clair au vote « NFP » : car, maintenant, trop c'est trop. Le 10 mai 1981,

nous avons fait la fête, il ne faudra pas reproduire cette erreur. Nous le payons maintenant, comme nous payons le mensonge de Hollande affichant que son ennemi c'est la finance. Depuis des années, il y a un glissement idéologique à droite de toute la population. Le recul des services publics se constate partout (à Paris, dans les villes, dans les villages) et dans tous les domaines (santé, transports, éducation et enseignement, etc.). Sur les retraites, la gauche a fait autant de mal que la droite (réforme Touraine – Hollande, notamment). Il ne voit pas l'utilité d'un nouveau communiqué du G9 pour le 7 juillet.

- **Jacques Fogliarini (FGR-FP)** ajoute que nombre d'idées du RN sont très dangereuses, ainsi toutes celles sur la préférence nationale et sur la situation des binationaux. Nous aurons à nous battre pour protéger ces personnes. Nous allons avoir face à nous de plus en plus de propos et de discours racistes.

La rentrée sociale :

Il est rappelé que, lors de notre dernière réunion, nous avons retenu l'idée d'une action à la rentrée sur le thème de la santé. C'est ce qui explique l'envoi de notre questionnaire. L'action pourrait se tenir le 1^{er} octobre, qui est aussi la date retenue par la FERPA au niveau européen. Il faut voir le 1^{er} octobre comme une étape dans tout un processus. Les questions de santé sont importantes pour les personnes retraitées : l'accès aux soins, il y a des questions géographiques (éloignement, déserts médicaux, absence de personnels, etc.), et aussi des aspects financiers (coût). Avec les J.O., des médecins vont être déplacés de la province vers Paris, ce qui va aggraver la situation dans pas mal de départements. Dans les départements, il nous faut recenser les manques en matière de santé. L'idée est évoquée de marquer aussi le 1^{er} octobre

par la tenue d'un meeting à Paris (par exemple, sur le thème d'un pôle public du médicament, ou sur les maisons de santé, etc.).

Il est décidé qu'au lendemain du 7 juillet, nous ferons un communiqué de presse pour confirmer ce que nous avons déjà dit le 23 juin, lors des 10 ans du G9, à savoir que nous continuons de porter les revendications des personnes retraitées et que, dans ce cadre, nous mettons l'accent sur les questions de santé, avec un temps fort le 1^{er} octobre. C'est la FSU qui se charge de la rédaction d'un projet de communiqué, en liaison avec la CGT.

Nous continuons de centraliser les réponses au questionnaire qui vont nous être envoyées par les équipes départementales.

Points divers :

Il y a jeudi une réunion du HCFEA sur les bonifications conjugales en matière de retraite, avec, dans l'ombre, les menaces portées par le COR (particulièrement sur les pensions de réversion). Nous aurons à défendre les pensions de réversion, si nous ne le faisons pas, personne ne le fera à notre place.

Il y a aussi « dans les tuyaux », l'idée de l'expérimentation de la fusion des sections « soins » et « dépendance » des EHPAD, des PUV (Petites Unités de Vie) et des USLD (Unités de Soins de Longue Durée).

Prochaine réunion des 9 organisations : le mardi 3 septembre 2024, à 14 h, dans les locaux de la FSU.